



# ASSEMBLÉE NATIONALE

12ème législature

## équarrissage

Question écrite n° 32923

### Texte de la question

Mme Sylvie Andrieux-Bacquet appelle l'attention de M. le secrétaire d'État aux petites et moyennes entreprises, au commerce, à l'artisanat, aux professions libérales et à la consommation sur les dispositions prévues dans la loi de finances pour 2004, relatives à l'instauration d'une nouvelle taxe perçue à l'abattoir pour financer le service public de l'équarrissage. Au sein même de la filière bovine, un arbitrage est intervenu, faisant supporter la totalité de la charge de cette nouvelle taxe à la distribution. La Confédération française de la boucherie-charcuterie et traiteurs relève, d'une part, le caractère injuste de cette décision qui fait supporter la totalité du coût au dernier maillon de la filière, d'autre part, le caractère anti-économique d'une telle mesure, les bouchers n'ayant pas la possibilité de noyer la répercussion de cette charge sur une multiplicité de produits, qui affecterait de façon importante le seul produit commercialisé, à savoir la viande. Elle demande par conséquent s'il est envisagé de prendre en compte cette préoccupation légitime des bouchers-charcutiers et traiteurs, et les éventuelles solutions susceptibles d'intervenir.

### Texte de la réponse

L'article 28 de la loi de finances pour 2004 instaure une nouvelle taxe, dite taxe d'abattage, dont le produit est destiné à alimenter un fonds ayant pour objet de contribuer au financement des dépenses du service public de l'équarrissage. A la différence de la taxe sur les achats de viande à laquelle elle se substitue, la taxe d'abattage est due, non pas par les distributeurs au détail de viande, mais par toute personne exploitant un établissement d'abattage d'animaux de toutes espèces. Les lignes directrices de la Commission européenne applicables en la matière, ainsi que l'arrêt rendu le 20 novembre 2003 par la Cour de justice des communautés européennes dans l'affaire GEMO, interdisent en effet de continuer à faire supporter aux entreprises de la distribution le coût de l'élimination des déchets relevant du service public de l'équarrissage et imposent que ce coût soit supporté par les opérateurs producteurs de ces déchets, conformément au principe pollueur-payeur. Il n'est pas interdit pour autant aux entreprises redevables de la taxe, dont le montant est significatif au regard de leurs coûts d'exploitation et de leurs résultats économiques, de chercher à en répercuter l'incidence dans leurs prix de vente. De plus, le Gouvernement a prévu une disposition imposant à tout abatteur d'informer chacun de ses clients du montant des charges dont il s'acquitte au titre du financement du service public de l'équarrissage, à proportion des viandes ou des prestations d'abattage facturées. Cette somme fera l'objet d'une mention particulière au bas de la facture destinée à chaque client. Cette disposition, incluse dans un projet de décret d'application actuellement soumis à l'avis du Conseil d'État, est de nature à favoriser la négociation commerciale pour les opérateurs des filières viandes et les industries de transformation, dans le respect du principe de liberté des prix et de la concurrence prévu par l'article L. 410-2 du code de commerce. Ce nouveau mode de financement du service public de l'équarrissage ne comporte aucune distorsion au détriment des petites entreprises de distribution. Il convient de souligner que les bouchers ne sont pas assujettis à la taxe d'abattage alors que ceux dont le chiffre d'affaires annuel était supérieur à 763 000 EUR restaient assujettis jusqu'au 31 décembre 2003 à la taxe sur les achats de viandes.

## Données clés

**Auteur :** [Mme Sylvie Andrieux](#)

**Circonscription :** Bouches-du-Rhône (7<sup>e</sup> circonscription) - Socialiste

**Type de question :** Question écrite

**Numéro de la question :** 32923

**Rubrique :** Agroalimentaire

**Ministère interrogé :** PME, commerce, artisanat, professions libérales et consommation

**Ministère attributaire :** PME, commerce, artisanat, professions libérales et consommation

## Date(s) clé(s)

**Question publiée le :** 3 février 2004, page 804

**Réponse publiée le :** 9 mars 2004, page 1888